

La voix de l'Opposition de gauche

PG. Avec une telle carte de visite, fallait-il s'attendre à autre chose ?

22 juin 2012

- Adhérent de la première heure, l'économiste Jacques Rigaudiat, ex-conseiller de Michel Rocard et Lionel Jospin, démissionne de la formation de Jean-Luc Mélenchon et s'en explique dans une lettre.

Ce conseiller à la Cour des comptes, adhérent aux premières heures du PG en 2008, annonce sa «*démission*» d'une formation qui, selon lui, «*fait fausse route*».

«*Je ne peux continuer à feindre de cautionner des choix que je ne partage pas et un mode de fonctionnement que je ne veux plus supporter*», écrit Rigaudiat. La liste des reproches faits à la formation fondée et coprésidée par Mélenchon est longue. (liberation.fr 21.06)

En fait, il précise dans sa lettre que ses désaccords concernent la tactique, la stratégie et le fonctionnement, sans oublier son programme basé sur une analyse "*fantasmagorique*" de la situation, tout bref. Le PG était encore trop à gauche pour lui.

Comme ses prédécesseurs Claude Debons (CFDT) et Christophe Ramaux (économiste) et d'autres sans doute de même acabit, il espérait que le Front de gauche aurait des élus et qu'il finirait par entrer au gouvernement pour infléchir sa politique à gauche, ne vous marrez pas, c'est très sérieux. Le petit-bourgeois est déçu, il tape du pied par terre, en vain, puis il tourne les talons, c'est le coup classique quoi.

Ces gens-là sont étrangers à la classe ouvrière et à sa cause, acquis au capitalisme, leur seul objectif est électoraliste, qu'il subisse un échec sur ce plan-là ou que les résultats ne soient pas à la hauteur de leurs attentes et ils plient bagages.

En réalité, leur engagement politique se borne uniquement à la défense des intérêts des couches auxquelles ils appartiennent, afin qu'elles conservent les avantages que la société leur a généreusement octroyés jusqu'à présent. Ils estiment qu'en la matière, le meilleur moyen d'y parvenir était de se positionner au côté de Hollande et du PS en acceptant leurs conditions qui se seraient traduites par un accord électoral leur garantissant un minimum d'élus quel que soit le score obtenu par leurs candidats aux législatives comme l'a fait EELV.

Ajoutons, mettant en sourdine leurs désaccords avec le PS et rangeant sagement leur programme au fond d'un tiroir auquel ils n'ont jamais cru, auquel ils n'ont jamais vraiment adhéré, s'agissant d'une simple posture, une manoeuvre destinée uniquement à ramener des voix à Hollande au second tour de la présidentielle, pour les marchander si possible ensuite lors des législatives, sauf que cela n'a pas fonctionné comme il l'espérait pour plusieurs raisons.

A commencer par l'existence d'un encombrant et incontournable partenaire au sein du Front de gauche, le PCF, qui de son côté devait faire en sorte de ne pas se couper de sa base qui rejetait majoritairement tout accord avec le PS sur la base de son programme. Ensuite, parce que le PS ne voulait pas être tributaire à l'Assemblée nationale d'un allié imprévisible qui aurait été tenté de marchander son soutien à la politique du gouvernement en échange de mesures auxquelles le PS était ou aurait été opposé. Pour finir, il était préférable une fois le PS (PRG-MRC-EELV) au pouvoir, qu'il existe dans le pays un regroupement politique qui incarne une opposition à gauche du

gouvernement de façon à canaliser le mécontentement grandissant des masses et empêcher qu'un autre parti n'émerge sur la scène politique, le POI par exemple, le NPA et LO n'étant pas en mesure de remplir cette fonction de par leurs positionnement sectaire, gauchiste ou dogmatique tel qu'apparaît publiquement leur politique.

Toutes ces raisons sont évidemment le produit ou en rapport avec la situation économique et sociale et son évolution négative prévisible, elles traduisent pour les représentants du régime dont font partie le PS, la nécessité de mettre en place au niveau institutionnel un dispositif qui serve de rempart aux institutions dans la perspective toujours possible ou probable d'une explosion sociale ou d'un affrontement direct entre les classes. Elles procèdent de la répartition des rôles entre les défenseurs de l'ordre établi, de gauche s'il vous plaît !

Elles ont aussi en commun une contradiction en toile de fond commun avec l'ensemble des partis institutionnels et même au-delà de vouloir faire croire aux travailleurs qu'il serait possible d'éviter une "catastrophe sociale" que l'on sait inévitable à plus ou moins long terme, ils se font fort de régler la crise du capitalisme en épargnant les travailleurs alors que ce sont les capitalistes qui détiennent le pouvoir, sans s'attaquer véritablement à ce pouvoir, contradiction explosive pour le FdG ; nous l'avions déjà analysé avant l'élection présidentielle, les choses ne se sont pas tout à fait passées comme nous le pensions, cependant notre diagnostic a été ou est en train d'être confirmé par les tensions et la crise qui ravagent depuis le PG et le PCF.

Voilà ce que ces philistins ont voulu ignorer ou ne pas tenir compte, la réalité s'est chargée de se rappeler à leur bon souvenir.

Ce que ces gens-là ne veulent pas comprendre, c'est qu'il n'y a plus de place pour une politique réformiste, pour un parti ou un regroupement politique qui incarne le réformisme à l'époque où la crise du capitalisme est entrée dans sa phase ultime, attention, qui peut encore durer des années...

Pour conclure sur ce sujet qui ne nous passionne pas vraiment, j'ai classé selon différents thèmes les prises de position contenues dans la lettre de démission de cet économiste à la Cour des comptes, afin que vous puissiez les examiner tranquillement et vérifier les arguments qui viennent d'être développés. (source : (<http://blogs.mediapart.fr> 18.06)

1- Le PG est trop à gauche, la révolution même dans les "urnes" n'était pas sa (leur) tasse de thé. Accompagner le capitalisme dans sa lente agonie.

- *"... lors du Congrès du Mans, puis ensuite dans une adresse au Conseil national, le 31 mai 2011 – explicité par écrit les motifs. Nous y mettions en garde contre « une analyse fantasmagorique de la situation française » servant de « justification à une orientation protestataire-révolutionnariste » ne répondant pas aux attentes populaires"*

- *"La stratégie du Front de gauche est la seule valable à mes yeux, mais elle est exigeante et, bien plus que d'envolées lyriques et enflammées, elle se nourrit de constance et de cohérence. Elle appelle à une réflexion sur les profonds bouleversements qu'ont connus les sociétés capitalistes et le monde depuis trois décennies, elle seule permettra de bâtir une stratégie de transformation adaptée à notre époque. "*

2- Des électoralistes.

- *"A peine acquis dans la présidentielle, notre capital électoral aura donc été aussitôt dilapidé dans la législative. "*

- *"Au final, la représentation parlementaire du Front de Gauche se trouve lourdement affaiblie et celle du Parti de gauche est réduite à sa plus simple expression : son désormais unique député, Marc Dolez."*

- *"... le rapport des forces final dans un scrutin majoritaire à deux tours. Faute d'avoir voulu poser dès le départ les conditions d'un accord démocratique avec le PS – et l'on sait que les représentants du PG en ont, au final, été les fossoyeurs –, le résultat était dès lors couru d'avance ..."*

3- Eviter, endiguer la crise pour éviter une brutale et incontrôlable irruption des masses sur la scène politique. Incompréhension de la situation mondiale. Le Front populaire appelé à la rescousse.

- *"La France n'est pas la Grèce et avant que d'inviter chez nous une même catastrophe sociale peut être vaudrait-il mieux se demander comment l'éviter !"*

- *"Elle nécessite que soit construit un rapport nouveau à la gauche, qui soit tout à la fois front commun contre la droite et l'extrême droite et confrontation programmatique exigeante. Elle fut, hier, celle, victorieuse et toujours présente dans la mémoire collective, du Front populaire."*

- *"... la question du mode de fonctionnement du PG, dans lequel les vrais débats n'ont lieu qu'au sein d'un tout petit groupe qui, seul, prend les décisions. Les instances nationales officielles étant là non pour les discuter mais pour les avaliser et les transmettre."*